

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion

COLIPAYS REUNION

Société anonyme à Conseil d'administration
au capital de 4 189 925,25 euros
Siège social : Zone Aéroportuaire de Gillot
97438 SAINTE-MARIE
383 931 862 RCS SAINT-DENIS
(La « Société »)

AVIS DE CONVOCATION

Les actionnaires de la Société sont convoqués en **Assemblée Générale Mixte le 30 juin 2026 à 11 heures (heure de La Réunion) à SAINT-PIERRE (97410), 140 chemin de la Balance**, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

I - Ordre du jour

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration ;
- Rapport sur le gouvernement d'entreprise ;
- Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ;
- Rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce ; approbation des conclusions dudit rapport ;
- Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2025 et quitus aux membres du Conseil d'Administration ;
- Affectation du résultat ;
- Augmentation du capital social de la Société avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'un montant d'un million quatre cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-huit euros et cinquante centimes, par émission de six cent soixante-six mille six cent soixante-six (666 666) actions ordinaires nouvelles de la Société au prix unitaire de souscription de deux euros et vingt-cinq centimes (2,25) ;
- Autorisation d'augmenter le nombre d'actions ordinaires nouvelles à émettre en cas de demandes excédentaires ;
- Délégation de pouvoir accordée au Conseil d'Administration à l'effet de fixer les modalités de l'augmentation de capital d'un montant d'un million quatre cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-huit euros et cinquante centimes, de prendre toute mesure permettant la réalisation définitive de ladite augmentation, de la constater et de procéder à la modification corrélative des statuts de la Société ;
- Délégation de compétence au Conseil d'Administration pour procéder, dans le cadre des dispositions de l'article L. 225-129-2 du Code de commerce, à une augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription au bénéfice des salariés de la Société, adhérents à un Plan d'Épargne Entreprise à instituer par la Société dans les conditions prévues à l'article L. 3332-18 et suivants du Code du travail, durée de la délégation, montant nominal maximal de l'augmentation de capital, prix d'émission, possibilité d'attribuer des actions gratuites en application de l'article L. 3332-21 du Code du travail ;
- Pouvoirs pour formalités.

Le texte du projet de la quatrième résolution publiée au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires n°61 du 22 mai 2026 a été modifié afin de corriger les dates de la période de négociation des droits préférentiels de souscription du 2 juillet 2026 au 20 juillet 2026 et la période de souscription du 6 juillet 2026 au 22 juillet 2026, ainsi que la date d'enregistrement des titulaires d'actions au 22 juin 2026 minuit, avec le texte des résolutions reproduit dans son intégralité ci-après comme suit :

Résolutions de la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire :

Première résolution (*Approbation des comptes*) – L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport sur les comptes annuels du Commissaire aux comptes, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2025, lesquels font apparaître un résultat déficitaire de 167 505 euros.

Elle approuve également les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

En conséquence, elle donne aux administrateurs quitus entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat pour ledit exercice.

L'Assemblée Générale prend acte que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses non déductibles du résultat fiscal, visées à l'article 39- 4 du Code général des impôts.

Deuxième résolution (*Affectation du résultat*) – L'Assemblée Générale décide d'affecter le résultat déficitaire s'élevant à 167 505 euros de la manière suivante :

ORIGINE

Résultat de l'exercice	-167 505 euros
Report à nouveau antérieur	-5 652 200 euros

AFFECTATION*Au report à nouveau*

Report à nouveau, soit -167 505 euros
qui serait ainsi porté de -5 652 200 euros à -5 819 705 euros

CAPITAUX PROPRES

L'Assemblée Générale prend acte que les capitaux propres de la Société restent inférieurs à la moitié de son capital social, conformément aux dispositions de l'article L. 225-248 du Code de commerce.

RAPPEL DES DIVIDENDES DISTRIBUES

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, il est rappelé qu'aucun dividende n'a été mis en distribution au titre des trois derniers exercices, ni aucun revenu au sens du 1^{er} alinéa du même article.

Le bureau de l'Assemblée constate ensuite que pour l'approbation des conventions entrant dans le champ d'application de l'article L. 225-38 et suivants du Code de commerce, le quorum atteint par l'Assemblée est de plus du cinquième des actions ayant le droit de vote étant précisé que les actions des personnes intéressées par ces conventions sont exclues du calcul du quorum et de la majorité.

L'Assemblée peut en conséquence délibérer sur l'application de ces conventions.

Troisième résolution (*Conventions réglementées*) – L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial du Commissaire aux comptes, sur les conventions relevant des articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce, approuve les conclusions dudit rapport et les conventions qui y sont mentionnées.

Résolutions de la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire :

Quatrième résolution (*Augmentation du capital social de la Société avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'un montant d'un million quatre cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-huit euros et cinquante centimes (1 499 998,50), par émission de six cent soixante-six mille six cent soixante-six (666 666) actions ordinaires nouvelles de la Société au prix unitaire de souscription de deux euros et vingt-cinq centimes (2,25)*) – L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration et constatant que le capital social est intégralement libéré, décide, en application des articles L. 225-127 et suivants du Code de commerce d'augmenter le capital social de la Société, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'un montant d'un million quatre cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-huit euros et cinquante centimes (1 499 998,50), par émission de six cent soixante-six mille six cent soixante-six (666 666) actions ordinaires nouvelles de la Société à raison de 95 238 actions nouvelles pour 266 027 existantes.

La souscription des actions ordinaires nouvelles sera réservée par préférence aux titulaires d'actions existantes et aux cessionnaires de droits préférentiels de souscriptions.

L'Assemblée Générale décide que chaque action enregistrée comptablement à la clôture le 22 juin 2026 à minuit donnera droit à un droit préférentiel de souscription.

Les droits préférentiels de souscription seront négociés sur Euronext Access Paris à partir du 2 juillet 2026 jusqu'au 20 juillet 2026 inclus.

Les titulaires de droits préférentiels de souscription pourront souscrire, à titre irréductible, selon le rapport suivant : 95 238 préférentiels de souscription permettront de souscrire à 266 027 actions nouvelles, sans qu'il ne soit tenu compte des fractions, au prix de deux euros et vingt-cinq centimes (2,25) par action.

Tout actionnaire détenant un nombre de droits préférentiels de souscription ne donnant pas droit à un nombre entier d'actions nouvelles fera son affaire personnelle de l'achat des droits de souscription manquants ou de la vente des droits de souscription en excès dans les conditions décrites ci-avant.

L'Assemblée Générale fixe la période de souscription du 6 juillet 2026 au 22 juillet 2026 inclus, étant précisé que les droits préférentiels de souscription non exercés à la date de clôture seront caducs de plein droit.

En outre, il sera attribué expressément aux actionnaires, conformément aux dispositions de l'article L. 225-133 du Code de commerce, un droit de souscription à titre réductible, proportionnellement aux droits de souscription dont ils disposent dans la limite de leurs demandes et sans attribution de fractions, en vue de la répartition des actions non absorbées par l'exercice des droits de souscription à titre irréductible.

L'Assemblée Générale, conformément aux dispositions de l'article L. 225-134 du Code de commerce, décide que si les souscriptions à titre irréductible et à titre réductible n'ont pas absorbé la totalité de l'augmentation de capital précitée, le Conseil d'Administration pourra limiter le montant de l'augmentation de capital au montant des souscriptions recueillies, sous réserve que ce dernier montant atteigne au moins les trois quarts du montant de l'augmentation de capital décidée au titre de la présente résolution.

L'Assemblée Générale décide que chaque souscription devra être accompagnée du versement de l'intégralité du prix de souscription en numéraire, étant précisé que :

- Les souscriptions des actions nouvelles et les versements des fonds par les souscripteurs, dont les titres sont inscrits au porteur ou au nominatif administré, ou leur prestataire habilité agissant en leur nom et pour leur compte seront reçus jusqu'au 22 juillet 2026 inclus par les intermédiaires financiers habilités ;
- Les souscriptions et versements des souscripteurs dont les actions sont inscrites en compte au nominatif pur seront reçus sans frais jusqu'au 22 juillet 2026 inclus ;
- Les fonds versés à l'appui des souscriptions seront centralisés par un intermédiaire financier qui sera chargée d'établir le certificat de dépôt des fonds constatant la réalisation de l'augmentation de capital et l'émission des actions nouvelles ;
- Les souscriptions pour lesquelles les versements n'auraient pas été effectués, seront annulées de plein droit sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure.

L'Assemblée Générale décide que les actions nouvelles à émettre dans le cadre de la présente augmentation de capital seront des actions ordinaires de même catégorie que les actions existantes. Elles pourront revêtir la forme nominative ou au porteur, au choix des souscripteurs. Elles seront soumises à toutes les dispositions statutaires, seront créées jouissance courante. Elles seront assimilées dès leur émission aux actions anciennes. Elles feront l'objet d'une demande d'admission aux négociations sur Euronext Access Paris et seront admises sur la même ligne de cotation que les actions existantes et leur seront entièrement assimilées dès leur admission aux négociations.

Cinquième résolution (Autorisation d'augmenter le nombre d'actions ordinaires nouvelles à émettre en cas de demandes excédentaires) – L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration, décide conformément aux dispositions des articles L. 225-135-1 et R. 225-118 du Code de commerce, d'autoriser le Conseil d'Administration (i) à augmenter le nombre de titres émis dans le cadre de l'émission décidée à la première résolution aux fins de couvrir d'éventuelles demandes excédentaires, avec maintien du droit préférentiel de souscription, d'actions ordinaires par souscription soit en espèces soit par compensation de créances, conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière et (ii) à procéder à l'émission correspondante, au même prix que celui retenu pour l'émission initiale et dans la limite d'un plafond de quinze pour cent (15%) de cette dernière.

L'Assemblée Générale décide que la présente autorisation devra être mise en œuvre dans les trente (30) jours de la clôture de la souscription de l'émission initiale concernée ; si le Conseil d'Administration n'en a pas fait usage dans ce délai de trente (30) jours, elle sera considérée comme caduque au titre de l'émission concernée.

L'Assemblée Générale rappelle enfin que dès lors que dans le cadre de l'augmentation de capital prévue à la cinquième résolution, le Conseil d'Administration à la possibilité de faire usage de facultés prévues par les dispositions du paragraphe 1° du I de l'article L. 225-134 du Code de commerce, la limite prévue au 1° du I de l'article L. 225-134 dudit Code sera alors augmentée dans les mêmes proportions.

Sixième résolution (*Délégation de pouvoir accordée au Conseil d'Administration à l'effet de fixer les modalités de l'augmentation de capital d'un montant d'un million quatre cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-huit euros et cinquante centimes, de prendre toute mesure permettant la réalisation définitive de ladite augmentation, de la constater et de procéder à la modification corrélative des statuts de la Société.*) – L'Assemblée Générale connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration, décide, conformément aux dispositions de l'article L. 225-129-1 du Code de commerce, de déléguer au Conseil d'Administration les pouvoirs de fixer les modalités de l'augmentation de capital décidée à la première résolution et notamment :

- Modifier, si nécessaire les dates d'ouverture et de clôture de la période de souscription des actions et de la période de négociation des droits préférentiels de souscription et, le cas échéant, adapter le calendrier de l'opération et procéder aux dépôts, publications et formalités nécessaires dans ce cadre ;
- Procéder aux dépôts, publications et formalités nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- Signer tous contrats, conventions, actes, attestations nécessaires à la réalisation de l'opération, et notamment signer le contrat avec un intermédiaire financier ayant notamment pour mission (i) de recevoir et centraliser les fonds versés dans le cadre de l'opération d'augmentation de capital et (ii) d'assurer le règlement/livraison des nouvelles actions et leur cotation ;
- D'une manière générale, accomplir tous actes et formalités, prendre toutes décisions et conclure tous accords utiles ou nécessaires pour parvenir à la bonne fin de l'émission, et notamment pour :
 - Constater le résultat des souscriptions,
 - Constater la réalisation définitive de l'augmentation de capital au vu du certificat de dépôt des fonds,
 - Procéder aux modifications corrélatives des statuts et à toutes les formalités requises, notamment pour assurer la négociabilité et la cotation des actions,
 - Mandater toute personne à l'effet d'exécuter les décisions qu'il aura prises,
- Et, plus généralement, faire le nécessaire en pareille matière et notamment faire toutes déclarations, prendre tout engagement, de façon générale faire tout ce qui sera utile et nécessaire en vue de mener à bien cette opération.

Septième résolution (*Délégation de compétence au Conseil d'Administration pour procéder, dans le cadre des dispositions de l'article L. 225-129-2 du Code de commerce, à une augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription au bénéfice des salariés de la Société, adhérents à un Plan d'Épargne Entreprise à instituer par la Société dans les conditions prévues à l'article L. 3332-18 et suivants du Code du travail, durée de la délégation, montant nominal maximal de l'augmentation de capital, prix d'émission, possibilité d'attribuer des actions gratuites en application de l'article L. 3332-21 du Code du travail.*) – L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial du commissaire aux comptes et prenant acte des dispositions des articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail, et statuant en application des articles L. 225-129-2, L. 225-129-6, L. 225-138-1 du Code de commerce, délègue au Conseil d'Administration sa compétence à l'effet de procéder, en une ou plusieurs fois, à une augmentation de capital d'un montant nominal maximum égal à trois pour cent (3%) du montant du capital social atteint lors de la décision du Conseil d'Administration, par l'émission d'actions ordinaires de la Société, réservée aux salariés, adhérents d'un ou de plusieurs plans d'épargne d'entreprise à constituer à cet effet, de la Société ou des sociétés françaises ou étrangères, entrant dans le périmètre de consolidation des comptes de la Société au sens des dispositions de l'article L. 233-16 du Code de commerce (ci-après les « Bénéficiaires »). À ce plafond s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions ordinaires à émettre éventuellement, en cas d'opérations financières nouvelles, pour préserver conformément aux dispositions légales et réglementaires, et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustements les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital, d'options de souscription ou de droits d'attribution gratuite d'actions.

L'Assemblée Générale décide que conformément aux dispositions de l'article L. 225-138-1 du Code de commerce, le prix de souscription des actions émises en vertu de la présente délégation de compétence, qui conféreront les mêmes droits que les actions anciennes de même catégorie, sera fixé par le Conseil d'Administration dans les conditions prévues par les dispositions de l'article L. 3332-20 du Code du travail.

L'Assemblée Générale décide que les actions ordinaires émises en application de la présente résolution peuvent être souscrites par les Bénéficiaires individuellement ou par l'intermédiaire d'un fonds commun de placement d'entreprise (ci-après le « FCPE »).

L'Assemblée Générale décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions à émettre dans le cadre de la présente délégation de compétence au profit des Bénéficiaires, le cas échéant par le biais du FCPE.

L'Assemblée Générale décide que chaque augmentation de capital ne sera réalisée qu'à concurrence du montant des actions effectivement souscrites par les Bénéficiaires, individuellement ou par l'intermédiaire d'un FCPE.

L'Assemblée Générale décide que le Conseil d'Administration aura tous les pouvoirs pour mettre en œuvre ou non la présente délégation, ainsi que celui d'y surseoir le cas échéant, dans les conditions légales ainsi que dans les limites et conditions précisées ci-dessus, à l'effet notamment de :

- Déterminer la liste des sociétés dont les salariés peuvent bénéficier des augmentations de capital en vertu de la présente délégation de compétence ;
- Déterminer les conditions d'émission des actions nouvelles dans les conditions légales, en ce compris les conditions d'ancienneté, arrêter la liste des Bénéficiaires, ainsi que le nombre de titres pouvant être souscrits par chacun des Bénéficiaires, dans la limite du plafond de l'augmentation de capital prévu à la présente délégation ;
- Décider que les souscriptions pourront être réalisées directement par les Bénéficiaires ou par l'intermédiaire d'un FCPE ;
- Arrêter les dates et les modalités des émissions qui seront réalisées en vertu de la présente délégation, en conformité avec les prescriptions légales et statutaires, et notamment fixer les montants de l'augmentation de capital les prix de souscription en respect des conditions prévues par les dispositions de l'article L. 3332-20 du Code du travail, arrêter les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions, les dates de jouissance, les délais de libération des actions ordinaires, recueillir les souscriptions de s salariés ;
- Recueillir les sommes correspondant à la libération des souscriptions qu'elles soient effectuées par versement d'espèces ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, et le cas échéant arrêter le solde créditeur des comptes courants ouverts dans les livres de la Société au nom des souscripteurs libérant par compensation les actions souscrites ;
- Fixer, dans la limite légale de trois (3) ans à compter de la souscription prévu par les dispositions de l'article L. 225-138-1 du Code de commerce, le délai accordé aux salariés souscripteurs pour la libération du montant de leur souscription, étant précisé que conformément aux dispositions légales, les actions souscrites pourront être libérées, à la demande de la Société ou du souscripteur, par versements périodiques, soit par prélèvements égaux et réguliers sur le salaire du souscripteur ;
- Constater la réalisation des augmentations de capital à concurrence du montant des actions qui seront effectivement souscrites, et le cas échéant, imputer tous frais liés aux augmentations de capital sur le montant des primes payées lors de l'émission des actions, et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital, après chaque augmentation ;
- Accomplir, directement ou par mandataire, toutes opérations et formalités légales ;
- Apporter aux statuts les modifications corrélatives aux augmentations du capital social ; et
- Prendre toutes mesures et généralement faire tout ce qui sera utile et nécessaire en vue de la réalisation définitive de l'augmentation ou des augmentations successives du capital social.

L'Assemblée Générale décide que la présente délégation de compétence est conférée au Conseil d'Administration pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de la présente Assemblée Générale, soit jusqu'au 30 décembre 2027 inclus, date à laquelle elle sera considérée comme caduque si le Conseil d'Administration n'en fait pas usage.

Résolution de la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire

Huitième résolution (Pouvoirs pour formalités) – L'Assemblée Générale décide de conférer tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait certifié conforme du procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités légales et réglementaires de dépôt, publicité et autres.

PARTICIPATION A L'ASSEMBLEE ET REPRESENTATION

Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, peut prendre part à l'Assemblée.

Les actionnaires pourront participer à l'Assemblée :

- soit en y assistant personnellement ;
- soit en votant par correspondance ;
- soit en se faisant représenter en donnant pouvoir à leur conjoint ou partenaire avec lequel a été conclu un pacte civil de solidarité, ou à un autre actionnaire dans les conditions prescrites à l'article L. 225-106 du Code de commerce, ou encore sans indication de mandataire. Il est précisé que pour toute procuration donnée sans indication de mandataire, il sera émis au nom de l'actionnaire un vote favorable à l'adoption des projets de résolution présentés ou agréés par le Conseil d'Administration, et un vote défavorable à l'adoption de tous autres projets de résolution.

Conformément aux dispositions de l'article R. 225-85 du Code de commerce, il est précisé que l'actionnaire qui a déjà exprimé son vote à distance, envoyé un pouvoir ou demandé sa carte d'admission à l'Assemblée, éventuellement accompagnés d'une attestation de participation, ne peut plus choisir un autre mode de participation.

Conformément aux dispositions de l'article R. 225-85 du Code de commerce, pourront participer à l'assemblée les actionnaires qui justifieront :

- s'il s'agit d'actions nominatives : d'un enregistrement comptable desdites actions dans les comptes-titres nominatifs de la Société, le cinquième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris ;
- s'il s'agit d'actions au porteur : d'un enregistrement comptable desdites actions (le cas échéant, au nom de l'intermédiaire inscrit pour le compte de l'actionnaire concerné dans les conditions légales et réglementaires) dans les comptes titres au porteur tenus par leur intermédiaire habilité le cinquième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris. Les intermédiaires habilités délivreront une attestation de participation, en annexe au formulaire de vote par correspondance ou de procuration ou à la demande de la carte d'admission établis au nom de l'actionnaire ou pour le compte de l'actionnaire représenté par l'intermédiaire inscrit.

L'actionnaire pourra à tout moment céder tout ou partie de ses actions :

- si la cession intervenait avant le cinquième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, le vote exprimé par correspondance, le pouvoir, la carte d'admission, éventuellement accompagnés d'une attestation de participation, seraient invalidés ou modifiés en conséquence selon les cas. A cette fin, l'intermédiaire habilité teneur de compte devra notifier la cession à la Société et lui transmettre les informations nécessaires ;
- si la cession ou tout autre opération était réalisée après le cinquième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, quel que soit le moyen utilisé, elle ne serait pas notifiée par l'intermédiaire habilité ou prise en considération par la Société.

1. Participation en personne à l'Assemblée

Les titulaires d'actions nominatives seront admis à l'assemblée sur simple justification de leur identité, sous réserve d'avoir été inscrits en compte à leur nom, au cinquième jour ouvré précédant la date de l'assemblée, à zéro heure, heure de Paris.

Les titulaires d'actions au porteur seront admis à l'assemblée sur simple présentation d'une attestation de participation délivrée par l'intermédiaire habilité et sur justification de leur identité, sous réserve d'avoir été inscrits en compte, au cinquième jour ouvré précédant la date de l'assemblée, à zéro heure, heure de Paris.

2. Vote par correspondance ou par procuration

A compter de la convocation, tout actionnaire souhaitant voter par correspondance ou par procuration peut solliciter par lettre adressée au siège social de la société COLIPAYS REUNION, un formulaire de vote par correspondance ou de procuration. Il sera fait droit aux demandes reçues au plus tard six jours avant la date de l'Assemblée.

Les actionnaires renverront leur formulaire de vote par correspondance de telle façon que la Société puisse les recevoir trois jours avant la date de réunion de l'assemblée. En outre, s'agissant des actionnaires au porteur, ce formulaire devra être renvoyé accompagné de leur attestation de participation, que les actionnaires devront demander en complément à leur intermédiaire financier. Toutefois, les formulaires électroniques de vote à distance peuvent être reçus par la Société jusqu'à la veille de la réunion de l'assemblée générale, au plus tard à 15 heures, heure de Paris.

Les copies numérisées de formulaires de vote par correspondance ou par procuration non signés ne seront pas pris en compte.

L'actionnaire peut révoquer son mandataire, étant précisé que la révocation devra être faite par écrit dans les mêmes formes que la nomination et communiquée à la Société.

Pour désigner un nouveau mandataire après révocation, l'actionnaire devra demander à la Société (s'il est actionnaire au nominatif) ou à son intermédiaire financier (s'il est actionnaire au porteur) de lui envoyer un nouveau formulaire de vote par procuration portant la mention « Changement de Mandataire », et devra le lui retourner au plus tard le jour de l'Assemblée.

3. Dépôt des questions écrites

Conformément à l'article R. 225-84 du Code de commerce, l'actionnaire qui souhaite poser des questions écrites peut, jusqu'au quatrième jour ouvré précédent la date de l'Assemblée au plus tard, à zéro heure, heure de Paris, adresser ses questions par lettre recommandée avec accusé de réception à Monsieur Joseph Danie LEVENEUR, Président du Conseil d'Administration, ou à l'adresse électronique suivante : compta@colipays.com. Elles devront être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte. La Société pourra apporter une même réponse à plusieurs questions écrites dès lors que ces questions présentent le même contenu.

DOCUMENTS MIS A LA DISPOSITION DES ACTIONNAIRES

Les documents qui doivent être tenus à la disposition des actionnaires dans le cadre de cette Assemblée Générale seront disponibles au siège social de la société COLIPAYS REUNION à SAINTE-MARIE (97438), Zone Aéroportuaire de Gillot et mis en ligne sur le site internet de la Société (<https://colipays.com>) dès le vingt et unième jour précédant l'Assemblée, dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires applicables.

Le Conseil d'Administration